

1

De Buenos Aires à Athènes : comme un cousinage...

Tenir les comptes de l'aide sociale est un non-sens capitaliste. Je me contente d'utiliser l'argent pour aider les pauvres. Je ne peux pas m'arrêter pour le compter.

Eva Perón

Lorsque la crise de la zone euro entre en phase critique fin 2009 début 2010, l'une des accusations qui irrite le plus les représentants de l'Union européenne est de «comparer la Grèce à l'Argentine».

Pourquoi cette comparaison et surtout pourquoi cet énervement ? Il existe de nombreux parallèles entre les deux pays et, depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Argentine et la Grèce ont suivi des trajectoires similaires. Les deux pays ont souffert de régimes dictatoriaux qui justifiaient leurs actions au nom de l'anti-communisme. Tous deux ont développé un esprit socialiste et clientéliste à la fois au sein duquel des groupes d'intérêts ont cherché et souvent reçu une aide directe de l'État. Ils ont également connu une transition démocratique avec l'organisation d'élections législatives, en 1974 après sept ans de dictature dans le cas de la

Grèce et en 1983 dans le cas de l'Argentine. Dans les deux cas, ce sont des humiliations militaires infligées par des puissances étrangères qui ont précipité la chute des juntes.

Historiquement, les deux pays ont été des puissances économiques régionales et avaient conscience de ce statut particulier. Les étrangers qui visitent Athènes et Buenos Aires ont l'impression de découvrir des pays avec toutes les caractéristiques apparentes d'une économie développée : un aéroport international vaste et moderne, d'impressionnants boulevards et des centres commerciaux. Athènes en particulier a amélioré ses infrastructures en préparation des Jeux olympiques de 2004 et se targue d'avoir un métro moderne et des autoroutes. Le contraste avec certains des pays limitrophes les plus pauvres dans les Balkans et en Amérique du Sud est considérable même si certains États délaissés sont peut-être en train de rattraper, voire de surpasser, leurs illustres voisins.

Plus récemment, les deux pays ont abandonné toute flexibilité monétaire en fixant leurs devises soit par rapport au dollar US soit par rapport à l'euro. Les premières années de ce régime de change leur ont été profitables économiquement, et ce, malgré une perte progressive de compétitivité. Cependant, aucun des deux pays n'a mis en place les réformes structurelles nécessaires à l'intégration dans une zone monétaire forte. Ils ont conservé leurs pratiques clientélistes encouragées par un accès facile au crédit et des niveaux élevés de dette publique. Les deux économies ont fait l'expérience de crises internationales, respectivement la crise asiatique et la crise des *subprimes*, suivies par des crises de la dette publique et l'intervention du Fonds monétaire international (FMI). Dans le cas de l'Argentine, cela s'est fini par un défaut et une crise en décembre 2001

Voilà probablement pourquoi la comparaison énerve autant Bruxelles.

Car la crise économique en Argentine est antérieure de près de dix ans à la débâcle de la Grèce : aucune leçon n'a donc été apprise ? En économie, on est souvent tenté de projeter des scénarios à long terme. Or, les conséquences de long terme de la parité du peso avec le dollar américain sont observables aujourd'hui. Même si chaque contexte national est unique, les similitudes entre

les deux pays interpellent. Leur analyse est un moyen de mieux comprendre les dangereuses dynamiques économiques à l'œuvre en Grèce et dans le reste de la zone euro, et permet d'entrevoir leurs conséquences sur les dix prochaines années.

LA STABILISATION DU TAUX DE CHANGE

L'Argentine en 1991 et la Grèce en 2001 ont entamé des programmes de stabilisation de leurs taux de change. Dans le cas de la Grèce, cela s'est traduit par une adhésion complète et pérenne à une union monétaire. Cependant, l'idée que cela aboutira à une convergence avec les autres économies de la zone euro est une illusion comme on le verra aux chapitres 3 et 8. Il s'agissait avant tout de la mise en place d'un régime de taux de change fixe comme pour l'Argentine sans avoir réformé au préalable l'économie.

De nombreux travaux sur les programmes de stabilisation des taux de change ont montré leur efficacité à limiter une forte inflation, mais également leurs dangereux effets secondaires surtout lorsqu'on retarde des réformes essentielles. Ces programmes peuvent être utilisés comme des mesures d'urgence à court terme par un État en quête de marges de manœuvre pour réformer son secteur public ou améliorer la situation de l'offre. Hélas, une trop forte confiance dans ce mécanisme survient souvent car les indicateurs économiques des premières années de mise en œuvre sont généralement bons. Ce fut certainement le cas en Argentine et en Grèce. L'enchaînement classique est le suivant :

1. appréciation réelle du taux de change ;
2. explosion des investissements et de la consommation ;
3. détérioration des comptes extérieurs¹.

1. M. Kiguel et N. Liviatan, «The Business Cycle Associated with Exchange Rate Based Stabilization», *World Bank Economic Review*, 6, 1990, p. 279-305 ; voir également C. Vegh, «Stopping High Inflation: An Analytical Overview», *IMF Staff Papers*, 39, 1991, p. 626-95. Une vue d'ensemble utile nous est donnée par l'analyse de Walter Molano : «Argentina: The Political Economy of Stabilization and Structural Reform», *BCP Securities*, janvier 2000. Disponible en ligne sur http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=203857.

L'ARGENTINE : LES ORIGINES DE L'ANCRAGE AU DOLLAR

En janvier 1991, la météo estivale sur le Lake District au Chili est idéale. Des milliers de touristes, parfois européens mais pour la plupart argentins, profitent des panoramas exceptionnels sur les lacs miroitants, les montagnes verdoyantes et les volcans enneigés dans les stations pittoresques d'Osorno, de Puerto Montt et de l'île Chiloé. Le soleil est au rendez-vous pour l'année anniversaire du retour de la démocratie après la dictature de Pinochet. Pourtant, un jour, les stations sont soudainement presque toutes désertées. Rien dans la météo ni dans le contexte politique du Chili n'avait pourtant changé, mais les plages et les hôtels sont étrangement vides. Perplexes, les touristes européens et nord-américains encore présents interrogent le personnel : les Argentins ont dû rentrer chez eux car la chute de la valeur de leur monnaie, l'austral, ne leur permet plus de payer des vacances à l'étranger ne serait-ce qu'un jour de plus².

Ce choc n'est pourtant pas le pire exemple d'hyperinflation qu'a pu connaître ce pays d'Amérique du Sud : deux ans plus tôt, les prix à la consommation à Buenos Aires avaient augmenté de plus de 5 000 %³. On estime qu'à la date de création du nouveau peso (remplaçant l'austral) en 1991, un nouveau peso valait 100 000 000 000 pesos d'avant 1983⁴. Le tournant du millénaire a été témoin de la chute dramatique d'un des pays les plus prospères d'Amérique du Sud et d'un des dix pays les plus riches de la première moitié du XX^e siècle. Dans les années 1980 et 1990, une vague d'Argentins, descendants d'immigrés italiens, sont retournés en Italie pour y chercher du travail dans un renversement poignant du voyage que leurs parents et grands-parents entrepreneurs avaient fait vers l'un des pays les plus prometteurs du «Nouveau Monde».

2. Extrait d'une conversation avec un touriste présent au Chili pendant cet épisode.

3. P. Blustein, *And the Money Kept Rolling In (And Out)*, New York, Public Affairs, 2005.

4. Information disponible en ligne sur <http://en.wikipedia.org/wiki/Hyperinflation>.

Certains Argentins confesseront qu'à la fin du XX^e siècle, leur économie avait l'air d'un nain « *con una cabeza gigante pero un cuerpo pequeño* » (« avec une énorme tête, mais un petit corps »). L'aéroport et la capitale étaient certes dignes d'une économie développée mais il manquait toute l'ossature des petites et moyennes entreprises ainsi que des *clusters* performants qu'on trouve aux États-Unis, en France, en Allemagne ou au Japon. Elle avait des ambitions de puissance régionale à la Yankee basée sur une économie confédérée et avec pour principales sources de revenu l'agriculture et les commodités. Lorsque Carlos Menem est élu président de l'Argentine en 1989, le pays est traumatisé par l'hyperinflation, un problème récurrent apparu avec le retour de la démocratie six ans plus tôt. Des mesures anti-inflation grossières ont d'abord été mises en œuvre telles que la confiscation des dépôts bancaires à court terme et à haut rendement, et leur remplacement par des obligations à long terme. Cependant, les effets de ces mesures n'ont pas duré longtemps et, à la fin des années 1990, l'inflation revient, accompagnée d'un effondrement du taux de change précipitant le retour des touristes argentins au pays pendant leurs vacances d'été.

Début 1991, Menem réagit. Bien que d'orientation péroniste et donc protectionniste, Menem surprend ses détracteurs en appliquant à la lettre les principes de l'orthodoxie du consensus de Washington : d'importants programmes de privatisation, la fin des tarifs et des politiques monétaires de lutte contre l'inflation sont mis en œuvre. Fin janvier 1991, il nomme Domingo Cavallo ministre de l'Économie et des Finances et décide d'engager une expérience monétaire audacieuse destinée à juguler l'inflation. L'idée était d'une simplicité brutale : dans une adaptation moderne de l'étalon-or, l'Argentine introduit la convertibilité. Un peso est égal à 1 dollar US. Ce nouveau système, inauguré en avril 1991, exige de la banque centrale qu'elle conserve suffisamment de dollars ou d'or en réserve pour garantir le montant total de pesos en circulation. Ce mécanisme reflète la volonté argentine de s'inscrire dans un leadership régional et répond aux récentes inquiétudes sur la valeur de la monnaie. L'un des experts consultés par

Cavallo, Horacio Liendo, a écrit sa thèse de doctorat sur les situations d'urgence économique et sociale. Dans son bilan de la crise, Paul Blustein souligne que Liendo avait été frappé par l'apparent succès des règles de change adoptées par le gouvernement argentin entre 1899 et 1929, à savoir pendant les « Trente Glorieuses » de l'histoire de l'Argentine⁵.

Certains biais cognitifs sont ici à l'œuvre. Liendo a pu être induit en erreur par une apparente corrélation entre l'adoption de l'étalon-or et le développement économique du pays. Ce n'était pourtant rien d'autre qu'une coïncidence. Cela semble être un *biais de confirmation* (la tendance qu'ont les individus à interpréter les informations de façon à confirmer leurs idées préconçues) et un *problème d'induction* (une inférence dangereuse à partir d'une apparente corrélation). La combinaison de l'arrivée massive d'immigrants, de l'augmentation de la productivité agricole ainsi que l'essor des exportations vers une Europe en guerre et en pleine révolution peut également expliquer ces « Trente Glorieuses ». Un mécanisme de change peut soutenir une économie solide mais il ne peut en créer une. Nous retrouverons plusieurs fois cette illusion narrative tout au long de ce livre. Cela aurait pu être une fausse corrélation.

LE CLIENTÉLISME : L'HÉRITAGE DU PÉRONISME ET L'ÉQUIVALENT HELLÉNIQUE

L'un des facteurs de la crise en Argentine et en Grèce est le phénomène de « clientélisme » : des groupes d'intérêts se posent comme *clients* vis-à-vis des hommes politiques et exigent d'eux des privilèges, souvent indépendamment de leurs propres contributions à l'économie. Ce phénomène existe dans toutes les sociétés mais, pour des raisons historiques, il est particulièrement présent dans ces deux pays. Dans le cas de l'Argentine, le clientélisme est inextricablement lié au péronisme. Appréhender ce phénomène argentin est essentiel à notre compréhension à la fois de l'hyperinflation dans les années 1980, de l'ancrage de la monnaie qui a suivi dans

5. Cité dans Blustein, *And the Money Kept Rolling In (And Out)*.

les années 1990 et des problèmes de réforme observés au cours de cette décennie. Malheureusement, l'image de l'Argentine en Occident a été déformée par la vision romantique d'Eva Perón dans le tube sentimental *Evita*. La réalité est un peu plus compliquée....Juan Domingo Perón est élu pour la première fois en 1946, sur un programme mixte de soutien aux ouvriers pauvres, de protectionnisme, de patriotisme et de nationalisation. Il cherche une «troisième voie» entre les États-Unis et l'URSS en pleine guerre froide. Il s'efforce de créer une industrie aéronautique et automobile par des nationalisations. Ce programme extrêmement ambitieux ne pouvait pas réussir en neuf ans – tout un développement industriel qui a pris des dizaines d'années à l'Amérique du Nord. L'État a essayé de jouer le rôle que tient la classe sociale entière des industriels et des financiers dans une économie développée⁶.

Malgré l'échec des initiatives de Perón, la pratique des subventions en faveur de certains groupes d'intérêts perdure. Le péronisme finit par n'être rien d'autre qu'une distribution d'aides et ne contribue pas à créer de la richesse. Sous Perón et les dictatures militaires, l'État contrôle les entreprises en imposant des permis de création, des licences d'importation, etc.⁷. Cela encourage la corruption et la création de conglomerats. Les concessions de Perón aux syndicats dans les années 1940 créent un marché du travail rigide où il est difficile de licencier. Cette situation se prolonge jusqu'aux réformes conduites par le président Carlos Menem à la fin des années 1990 dans la perspective d'instaurer un régime de change fixe avec le dollar. Dans une économie développée, la richesse est créée par des industries regroupées au sein de *clusters*, d'entreprises du même secteur. Une partie de cette richesse finance parfois certains mouvements politiques. Avec le péronisme et les autres formes de clientélisme, l'argent circule dans l'autre sens : les hommes politiques ponctionnent de l'argent sur une

6. E. Galeano, *Las Venas Abiertas de America Latina*, Siglo Veintiuno Editores, 1971 ; *The Open Veins of Latin America* (trad. Cedric Belfrage), New York, Monthly Review Press, 1997.

7. Blustein, *And the Money Kept Rolling In (And Out)*.

multitude de sources – pétrole, exportations de soja, emprunts sur les marchés des capitaux – et le distribuent à certains groupes d'intérêts pour acheter des votes. Bruxelles et le FMI ont totalement ignoré l'existence de cette relation inversée et, dans le cas de l'Argentine et de la Grèce, cette négligence est une erreur historique. Elle s'explique par la priorité donnée à l'analyse des principales informations financières au lieu d'étudier les dynamiques économiques sous-jacentes. Une véritable convergence économique est essentielle à la création d'une zone monétaire optimale puis d'une union monétaire, comme je le développerai dans le prochain chapitre. La composition hétéroclite du péronisme (une étrange combinaison de démocratie sociale, de communisme et de fascisme) en fait un phénomène difficile à comprendre pour l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord. Et, en effet, le mouvement sera repris par des courants à la fois de droite et de gauche. Il n'a pas su créer de terrain propice au développement d'un secteur privé fort, mais le pire était à venir. Les problèmes économiques, le conflit avec l'Église catholique et la défiance des classes supérieures ont contribué au coup militaire de 1955. Jusqu'à la chute de la junte militaire en 1983, l'Argentine souffre de dictatures brutales et d'un déclin économique relatif. En 1950, le pays connaissait un développement économique analogue à celui de l'Australie et du Canada. Le PIB argentin par habitant s'établissait à 84 % de la moyenne des pays développés. En 1973, ce chiffre diminue à 65 % et, en 1987, à 43 %. Les Grecs devraient tenir compte de cet avertissement de l'Histoire : les indicateurs de richesse relative peuvent tout autant se dégrader qu'augmenter. La Grèce avait un PIB par habitant de 11 580 \$ en 2000 puis de 31 954 \$ en 2008⁸. En 2009, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le PIB grec par habitant s'établissait à 88 % de la moyenne de la zone euro⁹. Il est probable que ce niveau ne soit pas de nouveau atteint avant de nombreuses années.

8. Données de l'ONU : <http://data.un.org/CountryProfile.aspx?crName=Greece>

9. Données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=DECOMP>.

Les conséquences du péronisme sur les entreprises

Gerardo Saporosi, homme d'affaires argentin dont l'activité de franchise a survécu aux bouleversements économiques de ces 15 dernières années, affirme que les conséquences du péronisme et des dictatures ont été désastreuses pour l'industrie de ce qui était autrefois un pays entreprenant :

À la fin du XIX^e, début du XX^e siècle, l'Argentine était une puissance industrielle. Elle était l'équivalent du Canada ou de l'Australie. Le pays était en passe de devenir une grande puissance – plus avancée que le Brésil, la Russie, l'Inde ou la Chine, les fameux «BRIC» d'aujourd'hui. Le processus a été brutalement stoppé par l'apparition du péronisme et des dictatures de droite, rétrogrades et nationalistes. Le pays s'est fermé au monde et continue à le payer chèrement.

De même, durant les années 1960 et 1970, l'Argentine était, comme les autres pays du monde, un terrain d'affrontement entre les États-Unis et l'URSS qui y ont mené leurs opérations de terrorisme de gauche et de contre-révolutions de droite. Résultat : fuite des capitaux étrangers et de l'épargne locale pendant les 40 dernières années. Les industries ne pouvaient pas réinvestir au taux de dépréciation de leurs actifs et ont été progressivement liquidées. La politique de convertibilité dans les années 1990 a achevé celles qui restaient.

Le pays est très ambitieux et ses entrepreneurs également. Cependant, il se passera plusieurs dizaines d'années avant que l'Argentine ne reçoive suffisamment d'investissements étrangers pour redémarrer un processus d'industrialisation. Je doute que l'argent de la diaspora argentine exilée ne revienne jamais.

Le péronisme a encore de l'influence. Pendant les 18 années d'exil de Perón entre 1955 et 1973, des hommes politiques de toutes tendances se sont réclamés de son héritage. Son parcours électoral sans faille (il a été élu à deux élections générales, dont la deuxième avec une victoire écrasante) donne à son héritage une légitimité supérieure. Sa femme et lui sont des figures quasi mythiques, bien que son personnage continue à fortement diviser.

Il est possible de reconnaître en Grèce la marque du péronisme. Il y existe un schéma similaire de circulation inversée de l'argent des hommes politiques vers des groupes d'intérêts spécifiques au lieu d'une richesse générée de façon durable par les entreprises à dimension internationale.

Acheter la paix sociale

Raul Alfonsín, le premier président argentin élu démocratiquement en 1983, dirigeait le parti de gauche, l'Union civique radicale. Cette responsabilité le plaçait dans l'opposition au gouvernement de Perón mais lui a permis de revenir au pouvoir après la dictature. Dans la même veine que le péronisme traditionnel, il favorise alors naturellement les électeurs qui ont souffert du régime. Entre 1984 et 1989, les syndicats organisent 13 grèves générales et réclament des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. Les entreprises et les agriculteurs réclament à leur tour des privilèges. Répondre à ces demandes met une très forte contrainte sur les finances publiques : le déficit augmente et la monétisation de la dette crée de l'hyperinflation. Entre 1975 et 1989, la dette publique explose, passant de 14% du PIB à 66% du PIB dont la plus grosse partie est due au régime d'Alfonsín. Selon le vétéran du FMI, Vito Tanzi, conseiller auprès de plusieurs gouvernements argentins, Alfonsín connaissait mal l'économie et était motivé par une vision purement politique¹⁰. Cette période d'aggravation du déficit public et d'hyperinflation a contribué à la fuite des capitaux. On estime qu'au cours de l'été 1990, près de 3 milliards de dollars d'avoirs argentins ont été placés dans des banques uruguayennes¹¹.

L'État argentin, après des décennies de clientélisme et de dictature, était hautement corrompu et dysfonctionnel, marqué par l'héritage du péronisme. En d'autres termes, l'utilité sociale et économique des dépenses publiques était faible. Au même moment, en Grèce, on observe la même tentative d'acheter la paix

10. Vito Tanzi, *Argentina: An Economic Chronicle*, New York, Jorge Pinto Books, 2007.

11. Molano, *Argentina: The Political Economy of Stabilization and Structural Reform*.

sociale : le gouvernement de gauche Pasok d'Andreas Papandreou (1981-1989) distribue des privilèges analogues aux syndicats et à d'autres groupes d'intérêts. Il s'assure également d'un soutien à son parti en multipliant les nominations politiques dans le secteur public. En Grèce, les années 1980 ont ainsi vu la naissance d'un secteur public ruineux, dépensier et corrompu.

La corruption en Argentine

Le clientélisme implique de monnayer des privilèges et n'a rien à voir avec une rémunération honnête. La ligne est tenue entre clientélisme, recherche de rentes et pots-de-vin. La corruption en Grèce a été institutionnalisée pendant des décennies, au plus haut niveau. Elle s'est développée de la même façon en Argentine pendant les années du péronisme et de régime militaire. Vito Tanzi rapporte un épisode symptomatique de cette période. Un de ses étudiants lui raconte qu'un membre haut placé de l'armée a approché son père pour lui proposer d'acheter des panneaux publicitaires. Le prix de ces panneaux était relativement faible car ils n'étaient pas placés face au trafic sur une voie à sens unique. L'officiel se faisait fort d'inverser ensuite la direction de la circulation et proposait de partager avec lui les immenses profits qui en résulteraient. « Avec le temps, je suis devenu de plus en plus conscient de l'existence de la corruption en Argentine », déclare Tanzi¹².

La corruption se poursuit dans les années 1990. La vente des actifs de l'État *via* les programmes de privatisation, pourtant destinés à améliorer l'efficacité économique, est propice à la pratique de la corruption. Le bilan des privatisations en Argentine est mitigé. Au cours du premier mandat présidentiel de Carlos Menem, les principales sociétés publiques et de nombreuses autres entreprises ont été privatisées. Dans le cas du secteur des télécommunications, cela a permis d'investir massivement, de moderniser et d'améliorer le service au bénéfice du pays entier. Mais, d'un autre côté, on se rappelle du cas tristement célèbre de l'homme d'affaires Alfredo Yabran accusé d'avoir utilisé ses contacts au sein du

12. Tanzi, *Argentina: An Economic Chronicle*.

gouvernement Menem pour organiser à son profit un monopole des services postaux. Yabran a été suspecté d'avoir commandité l'assassinat du photographe José Luis Cabezas, qui avait pris la première photo de lui diffusée dans les médias. Cabezas est depuis devenu le symbole de la liberté de la presse et Yabran se serait suicidé. Ses relations avec l'ancien régime militaire ne semblent pas l'avoir aidé¹³.

Carlos Menem lui-même a souvent fait l'objet d'accusations de corruption qu'il a toujours niées. En décembre 2008, l'entreprise multinationale allemande Siemens est condamnée par la SEC (*Securities and Exchange Commission* – Autorité des marchés financiers aux États-Unis) à payer une amende de 800 millions de dollars pour l'utilisation de caisses noires destinées à sécuriser des contrats dans le monde entier. Parmi les charges les plus importantes retenues par la SEC figurent le paiement de pots-de-vin en Grèce et en Argentine ; ils visaient dans le cas de l'Argentine à décrocher le contrat sur les cartes d'identité pendant l'administration Menem¹⁴.

Le péronisme hellénique

La Grèce applique sa propre version du péronisme. Alors qu'en Argentine, le sens du clientélisme a été forgé en grande partie par un seul dirigeant charismatique, en Grèce, il s'est lentement développé par de multiples influences. Nous en analyserons les origines aux chapitres 3 et 4.

Comme l'Argentine, la Grèce a souffert d'une dictature militaire de droite pendant plusieurs années. Le coup d'État des colonels a fait suite à des années de guerre civile et d'occupation nazie dans les années 1940, durant lesquelles la Grèce a perdu 13 % de sa population, soit le taux de perte le plus élevé de tous les pays occupés. Par rapport à ces décennies de cauchemar, l'intégration

13. Blustein, *And the Money Kept Rolling In (And Out)*.

14. «SEC Charges Siemens AG for Engaging in Worldwide Bribery», communiqué de presse de la SEC (Securities and Exchange Commission) n° 2008-294, 15 décembre 2008. Disponible en ligne : <http://www.sec.gov/news/press/pressarchive/2008press.shtml>.

à l'Union européenne en 1981 puis à la zone euro en 2001 ont été des processus progressifs et fluides. On comprend sans mal que les Grecs aient été sensibles aux bénéfices à court terme que leur a apportés l'adoption de l'euro à partir de 2002. Les Grecs considéraient que l'UE est un refuge sûr. Le raisonnement est le suivant : « Nous sommes dans l'UE, donc nous sommes trop gros pour faire faillite. Si cela se produisait, les Européens nous aideraient. C'est notre filet de sécurité. » Cela renvoie à un comportement opportuniste : si vous avez de l'argent de côté, vous serez moins incité à travailler très dur au bureau. La même chose s'applique au gouvernement grec qui a manqué de motivation parce qu'il croyait bénéficier d'un filet de sécurité indestructible. C'est donc sans surprise que les réformes en Grèce se sont nettement ralenties une fois l'euro adopté.

L'IMPUNITÉ DE LA CLASSE DIRIGEANTE

Un autre point commun entre la Grèce et l'Argentine est la difficulté et/ou la lenteur à juger l'élite pour des crimes graves. Le 20 avril 2010, au moment où la crise de la dette en Grèce s'amorce, l'ancien dictateur argentin Reynaldo Bignone est condamné à 25 ans de prison pour crimes contre l'humanité (dont disparitions forcées et tortures commises sur des opposants politiques) pendant la dictature militaire à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Pour la première fois, un ancien membre de la junte admet officiellement le meurtre des « disparus » (8000 personnes ont connu ce sort). Une si longue impunité a rendu difficile la mise en œuvre de mesures d'austérité, une fois la démocratie restaurée.

Le système judiciaire américain a sans doute beaucoup de défauts, mais il s'appuie sur un principe sacré : l'égalité de tous devant la loi. L'indépendance de la justice par rapport aux pouvoirs exécutif et législatif proclamée par les Pères fondateurs est une réalité et a passé l'épreuve du temps. Une procédure d'*impeachment* a été engagée contre le président Nixon. Le milliardaire Bernie Madoff est en prison. Des actions judiciaires sont engagées dans le cadre de

la crise des *subprimes* contre des banques pour fraude et manipulations comptables. Les autorités aux États-Unis et en Grande-Bretagne ont poursuivi des individus et des entreprises pour corruption auprès d'hommes politiques grecs et argentins. Mais, à ce jour, en Grèce, seules quelques rares personnes sont en prison ou sont engagées dans des procès pour corruption ou autres scandales.

LA STRUCTURE OLIGARCHIQUE DES ENTREPRISES

Au-delà du clientélisme, il existe une autre différence entre des pays comme la Grèce ou l'Argentine et des économies développées : l'existence de conglomerats tenus par des oligarques. Face à tant de corruption et de bureaucratie, il faut être gros, avoir de l'influence sur le gouvernement et les avocats et leur payer des pots-de-vin. Il n'y a pas de libre concurrence ; le jeu est truqué avec des monopoles semi-protégés, etc.

La relation entre État et groupes d'intérêts est très différente en Europe du Nord. La Russie et la Turquie présentent en revanche ces mêmes caractéristiques. Les oligarques possèdent souvent les journaux et les chaînes de télévision. Ils peuvent ainsi influencer les hommes politiques et l'opinion publique. Ils ont leurs propres banques et peuvent donc s'autofinancer. Ils appartiennent à un groupe industriel. Ils s'inscrivent dans des organisations fondées sur de proches contacts avec le politique et permettant d'acheter des privilèges.

Des études ont analysé dans quelle mesure les économies en transition sont plus sujettes à la corruption et en particulier comment la libéralisation partielle de l'économie « s'articule avec un État qui continue à jouer un rôle fort dans l'économie. Cette combinaison multiplie les occasions pour les entreprises et les fonctionnaires de se livrer à des pratiques de collusion à grande échelle »¹⁵.

15. J. Van Loo, *Political Clientelism and the Political Economy of Corruption in Transition Economies*, New York, Duke University, 2002.

LE CLUSTER, CARACTÉRISTIQUE D'UNE ÉCONOMIE DÉVELOPPÉE

Une économie développée est tout à fait différente d'une économie dominée par des oligarques. Michael Porter, dans son analyse des caractéristiques d'une économie développée, souligne le rôle du *cluster* d'entreprises spécialisées¹⁶, c'est à dire de pôle de compétitivité. Pour aboutir à une économie réellement solide, ces *clusters* se développent à la faveur de quatre paramètres que Michael Porter définit dans son « modèle diamant » :

- des facteurs structurels, tels qu'une main-d'œuvre qualifiée, des ressources naturelles et des infrastructures, nécessaires pour être compétitif dans une industrie donnée ;
- des conditions de demande ;
- l'existence de sociétés de soutien ou connexes compétitives sur le plan international ;
- une stratégie, une structure et une compétition industrielles.
Bien entendu, les *clusters* sont quasiment inexistants en Grèce...

16. M. Porter, *The Competitive Advantage of Nations*, 2^e éd., Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1998.